

RADIO-QUÉBEC UN DOSSIER IMPORTANT

par Paul Bélanger

directeur général de l'Institut canadien d'éducation des adultes

Le Québec possède enfin sa télévision éducative. Dès janvier prochain, l'Office de radio-télédiffusion du Québec (ORTQ) diffusera en circuit ouvert, sur UHF, neuf heures d'émissions par jour dans les deux régions de Montréal et Québec. D'ici 1977 Radio-Québec érigera des émetteurs dans quatre autres régions: Sherbrooke, Hull, Chicoutimi-Jonquière, Trois-Rivières. La télévision éducative québécoise atteindra ainsi un public potentiel de 4 millions de téléspectateurs.

Il y a lieu de se réjouir de l'arrivée de cette télévision éducative nationale, d'autant plus qu'à cette fin on a défini l'éducation dans un sens très large. Toutefois, la mise en place d'un outil

éducatif aussi important pose plusieurs questions. En voici quelques-unes : Comment Radio-Québec entend-il définir les besoins réels des différentes clientèles cibles ? Comment seront élaborées les grilles de programmation ? Une télévision réellement éducative peut-elle emprunter le modèle télévisuel classique de diffusion centralisée de messages identiques à un ensemble de milieux et de régions fort différents ? Comment s'articulera cette télévision au sein des ressources éducatives existantes ? Les agents éducatifs, tels que les écoles, les collèges, les universités, les associations d'éducation populaire pourront-ils prolonger leurs actions par l'intermédiaire de ce médium ? Qui prendra les décisions ? Comment seront nommés les nouveaux membres au conseil d'administration ? Comment seront formés, si tel est le cas, les comités de programmation ? Prévoit-on des mécanismes permanents de consultation des populations cibles ?

Sans avoir pris le temps nécessaire pour poser ces questions à l'opinion publique québécoise, Radio-Québec nous présente aujourd'hui un type particulier de télévision éducative. Nous en dégageons, à grands traits, les principales caractéristiques.

Les orientations de Radio-Québec

L'optique de Radio-Québec est d'être un outil de diffusion culturelle et d'information, ainsi qu'un support à l'action de formation scolaire. Aussi prévoit-on produire plus de 75% des émissions au niveau national, c'est-à-dire à Montréal, seul centre de production auquel on affectera deux cars de reportage. Les objectifs officiels semblent d'ailleurs correspondre à la mise en place de politiques de diffu-

sion centralisée bien qu'il faille souligner que les réseaux techniques en voie de réalisation rendront possibles les communications bi-directionnelles.

Radio-Québec formule donc ainsi ses objectifs : « augmenter les liens de communication, l'éducation générale et civique, l'insertion dans la société et l'intérêt pour les connaissances de base et pour la culture ». Il faut noter aussi qu'il s'agira d'une télévision non commerciale jouissant, outre les dépenses d'investissement, d'un budget annuel de fonctionnement de quelque 11 millions de dollars. Déjà des milliers de téléspectateurs peuvent entrevoir ce que sera la télévision éducative à circuit ouvert. Radio-Québec en effet diffuse depuis l'automne 1972 deux heures par jour d'émissions éducatives et culturelles au moyen des câbles de Montréal-Québec ainsi que sur ceux de Sherbrooke, Hull et Gatineau.

La question de fond que pose l'orientation de Radio-Québec n'est pas une question de « qualité » des productions de cette nouvelle télévision. La production des heures diffusées au moyen du câble nous donne d'ailleurs certaines garanties à cet égard. Il s'agit plutôt de savoir si Radio-Québec se situera dans la ligne de la télévision existante en faisant mieux ou aussi bien la même chose, ou si Radio-Québec sera carrément « autre chose ».

Un choix

L'ICEA soumet une hypothèse de cette « télévision autre » que pourrait devenir Radio-Québec. Ce que nous proposons c'est une télévision prioritairement inter-régionale, une télévision qui invite les populations à participer avec les professionnels

de ce médium à la réalisation d'émissions qui les reflètent vraiment dans tout ce qu'elles sont.

Si la culture est autre chose qu'un simple « trésor historique » qu'on a plus ou moins intégré, une richesse particulière qu'on acquiert à des degrés divers, si la culture est d'abord un phénomène pluraliste, c'est-à-dire celui de l'expression et de la vie de chaque milieu social et de chaque région, une télévision de promotion culturelle ne peut se définir prioritairement comme une télévision de diffusion nationale et d'information à sens unique.

Si l'éducation est autre chose que la transmission magistrale d'un bagage de savoir à une population réduite pratiquement au silence, si l'éducation est d'abord un apprentissage d'autant plus significatif qu'il est fondé sur l'expérience, une télévision éducative ne peut s'accommoder d'un réseau de diffusion fonctionnant à partir d'un centre unique de production, faisant peu appel à la participation. Il nous semble en effet qu'à moins de modifier son approche, Radio-Québec pourra difficilement respecter le principe élémentaire d'éducation : celui de partir des besoins et aspirations des populations, de se greffer sur l'action et l'expérience. Il s'agit en somme de donner aux collectivités des systèmes d'intercommunication et des moyens de formation reliés à leur vie et accessibles à leur langage.

On comprendra alors que notre proposition, en matière de télévision éducative, emprunte la voie de la régionalisation, c'est-à-dire de l'implantation de centres de production régionaux. Certes, certains cadres de Radio-Québec prétendent que l'hypothèse de la régionalisation est prohibitive, vu le coût élevé d'im-

plantation et de fonctionnement. De là, les promoteurs du plan triennal passent à la proposition de construire à Montréal un super-centre de production ultra-moderne, et de desservir les régions via deux unités mobiles. Cette hypothèse autoritaire, faisant tout émettre de la métropole, repose sur une technique standardisée à partir des normes les plus traditionnelles dans le monde de la production télévisuelle. Or, il y a maintenant une nouvelle génération intermédiaire d'équipement électronique d'une qualité *broadcast diffusable* qui nous permet d'entrevoir l'installation de centres de production régionaux à des coûts accessibles, c'est-à-dire environ \$250,000.

L'hypothèse que nous avançons n'exige pas que RQ renonce à doter son réseau d'un centre de haut standard qui pourrait se situer à Montréal. On propose plutôt de joindre à ce noyau central du réseau une série de centres régionaux de production appartenant à une technologie médiane et qui, en plus de permettre la participation des citoyens, auront l'avantage de faire également du Québec un pionnier de la communication télévisuelle véritable au sein des populations.

Ceci ne pourra toutefois se réaliser sans une modification des structures de décisions. La programmation en effet n'abordera des sujets représentant les préoccupations des différents mi-

lieux de vie que si ceux-ci participent réellement à son élaboration. Aussi propose-t-on, dans chacune des régions, la mise en place d'un conseil d'administration responsable de la gestion du centre de production, de la programmation et des objectifs à poursuivre pour ce centre. Ce conseil serait composé de représentants de groupes sociaux et institutions constitutifs de la collectivité régionale. Les situations particulières de Montréal et Québec demandent évidemment une approche différente qu'il serait trop long de décrire ici et qu'on pourra consulter dans le document de travail que vient de publier l'Institut canadien d'éducation des adultes.

Il importe de signaler que ce que nous proposons ici s'écarte substantiellement de l'approche des média communautaires. En effet l'ICEA n'entend pas, dans la formulation de son modèle, nier le rôle essentiel des professionnels, ni négliger les standards de qualité caractérisant la télévision à circuit ouvert. Il y a là un véritable défi : celui d'introduire dans la télévision de masse cette tradition d'autoformation et d'expression des milieux. Pour effectuer ce transfert, le rôle des professionnels nous apparaît essentiel. Qui d'autre en effet détient le pouvoir de faciliter aux citoyens ordinaires l'accession à l'expression, la familiarisation avec les outils complexes de l'électronique et du langage télévisuel ?

Il ne s'agit donc pas pour Radio-Québec d'abandonner l'apport essentiel des artisans ; cela exigera d'amener ces professionnels à faire naître de nouveaux développements techniques, de nouvelles esthétiques.

Un débat s'impose

La question que pose l'arrivée de Radio-Québec sur les ondes ne peut laisser personne indifférent. L'orientation définitive que prendra Radio-Québec concerne les différents milieux sociaux et les collectivités régionales tout autant que les agents éducatifs déjà en place. Le monde de l'éducation ne peut ignorer l'émergence de ces écoles parallèles.

Si la proposition de l'ICEA et ses critiques des orientations actuelles de Radio-Québec peuvent amorcer une réflexion collective sur le rôle de la télévision dans notre devenir culturel, nous aurons atteint un objectif important.

Au-delà de ce premier but, nous entendons susciter le goût d'exploiter toutes les possibilités éducatives de ces nouveaux média. Nous voulons éviter qu'en syntonisant Radio-Québec en janvier prochain, nous ne nous trouvions en face de choses déjà vues, nous faisant perdre une belle occasion d'innover pour mieux répondre aux besoins des populations ●

MORELAND-LATCHFORD

FILMS ÉDUCATIFS

PRODUITS FIÈREMENT AU CANADA - VUS À TRAVERS LE MONDE